

pour un choix positif

Dans une semaine se tiendront les Assises du socialisme. Le PSU aura déterminé alors pourquoi et comment il entend y aller. Seront-elles un simple colloque ou un lieu de vérification d'un projet politique, d'une stratégie et d'une pratique militante permettant d'envisager à terme la création d'une organisation socialiste commune aux trois composantes ? Le PSU sera, par son Conseil national, le premier à devoir répondre à cette question. La majorité du Bureau national actuel s'est pour sa part clairement déterminée et ne reviendra pas ici sur les raisons de ce choix. Mais, indépendamment des résultats du Conseil national, il n'est pas indifférent de savoir comment le PSU choisira son avenir : en sachant se poser les questions difficiles de la période ou au contraire en les refusant.

Libre à un certain nombre de camarades de croire que les Assises ne constituent qu'un rideau de fumée destiné à camoufler des « complots » d'état-major. Libre à eux de ne voir dans le processus actuel que magouillages et tripatoillages. Libre à des camarades du PSU de faire chorus avec la partie du PS qui ne veut pas entendre parler d'un débouché politique aux Assises ou de virer avec une partie de la CFDT, sur le thème confus et ambigu à souhait de l'autonomie syndicale.

Mais lorsqu'on déploie une telle énergie à détruire une perspective politique, on est en droit d'attendre une énergie au moins égale à la mise en œuvre d'une autre alternative. Pour l'heure, nous n'en sommes pas là et les deux textes minoritaires de la DPN ne trouvent leur unité que dans un refus commun de nos propositions. Cela suffit certes à empêcher la mise en œuvre d'une politique. Cela ne suffit pas à choisir un autre avenir positif pour le PSU. Espérons donc que le PSU saura, dans les mois qui viennent, faire en sorte que le choix qu'il fera, dans un sens ou dans un autre, soit appuyé non sur le simple refus de ce qu'il ne veut pas, mais sur l'analyse et le projet lucide de ce qu'il entend faire.

Gérard FERAN ■



HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

SUPPL. AU N° 629 - 2 F.

spécial

débat



conseil national - Orléans 5-6 oct. 74

questions-réponses

question de Robert Chapuis à André Barjonet

● Tu insistes dans ton texte sur l'importance de la troisième composante. Tu affirmes par ailleurs la nécessité d'un dépassement du PSU pour créer les conditions d'une force socialiste autogestionnaire. Compte tenu du fait qu'une grande partie des forces qui pourraient permettre ce dépassement sont signataires de l'appel du 11 juin « pour la création d'une grande force socialiste » et vont aux Assises pour leur donner une suite, y compris organisationnelle, avec qui, et quand, penses-tu pouvoir opérer ce dépassement ?

Réponse d'André Barjonet

— Dans notre texte, nous reconnaissons, effectivement, l'importance de la « troisième composante ». Il est vrai que toutes les grandes luttes ouvrières menées depuis 1968 (et même depuis 1966) témoignent d'une volonté de changement en profondeur sans précédent qui dépasse de loin les questions de salaires (qui restent fonda-

mentales) et qui mettent en cause la hiérarchie, l'organisation du travail, les cadences, le cadre de vie, la famille, l'éducation et, d'une façon plus générale, la société que nous connaissons et subissons. Il ne s'agit pas là d'une « théorie ». Toutes ces luttes portent des noms concrets : le Joint Français, Evian, Thionville, Noguères-Péchiney, Cerizay, Lip et bien d'autres. Mais cela dit, la plupart de ces luttes

exemplaires témoignent encore plus, en général, d'un « ressentir » révolutionnaire que d'une volonté claire de lutter pour le socialisme autogestionnaire.

En indiquant cela, nous ne sous-estimons en rien, bien au contraire, les capacités créatrices des masses. Si l'autogestion reste, encore, un slogan, il y a aussi de notre faute. De notre faute, à tous, y compris, bien sûr, des signataires de ce texte. Mais si la compréhension politique de ces problèmes reste encore parfois hésitante, il n'en demeure pas moins que des assemblées comme les Assises peuvent permettre de faire un pas en avant sérieux. C'est en ce sens que la participation de la « troisième composante » est importante.

Mais la question cruciale qui se pose aujourd'hui n'est pas seulement de faire avancer un débat. Elle est, avant tout, de développer la stratégie unitaire de façon à faire en sorte que le ressentir profond des masses se transforme en luttes concrètes de plus en plus vastes et de plus en plus déterminantes.

Autrement dit, cette stratégie ne peut, en aucun cas, être déterminée ou décidée par des accords « au sommet », mais seulement par le moyen d'une pratique sociale effective. C'est pour cette raison qu'il ne suffit pas de signer un appel « pour la création d'une grande force socialiste » et d'aller aux Assises pour y donner une suite.

Aujourd'hui, le PSU, malgré toute sa faiblesse organisationnelle et malgré certaines incertitudes, a quitté la marginalité, il est devenu un sujet actif de la lutte des classes, il fait partie intégrante des forces populaires, il est dans le droit fil des luttes de masse. Son importance réelle dépasse de loin son nombre d'adhérents. Renforcer le PSU et élargir son influence est donc une impérieuse nécessité pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Cela, nous le disons, sans vanité et sans forfanterie. Nous ne croyons absolument pas que nous y arriverons tout seuls. Nous ne sous-estimons pas les forces potentielles de la « troisième composante », pas plus d'ailleurs, que celles du PCF ou de la CGT sur lesquelles ton texte, Chapuis, fait silence. A ce propos, nous aimerions, justement, que tu nous précises un peu plus comment il est possible de créer en France un grand parti socialiste renoué (ne parlons pas de « travaillisme » !) en faisant l'impasse sur le PCF et sur les forces réelles en milieu ouvrier qui sont toujours les siennes.

C'est en posant ces problèmes qu'il est alors possible, Chapuis, de parler valablement d'un dépassement du PSU. Nous ne sommes pas des militants figés et fanatiques d'un sigle. Nous sommes des militants révolutionnaires et le changement ne nous fait pas peur. Mais ce changement, quand il faudra le faire, c'est avec les masses et les masses seulement que nous le ferons.

question de Robert Chapuis à Victor Leduc

● Le développement du courant socialiste autogestionnaire et les choix stratégiques dont il est porteur posent inévitablement — entre autres — la question du Parti Socialiste. Comment entends-tu, à cet égard, bloquer l'avancée du courant social-démocrate pour donner au courant autogestionnaire un rôle déterminant au sein du mouvement ouvrier et non le réduire à un simple regroupement au sein de l'extrême gauche ?

Réponse de Victor Leduc

— Il y a, pour le courant socialiste autogestionnaire, un premier moyen de bloquer l'avancée du courant social-démocrate, c'est de ne pas aller le renforcer. Or, toute l'opération consistant à former un « grand parti socialiste », opération dans laquelle, avec la majorité du BN, tu joues un rôle important, aboutit précisément à consolider ce courant. Pierre Mauroy apporte, sur ce point, une éclatante confirmation en écrivant que l'entrée du PSU au PS mettrait fin à un « schisme » ouvert en 1958. Si la tentative réussissait (elle est bien

compromise aujourd'hui) elle marquerait, pour le maire de Lille, le retour des brebis égarées dans la « vieille maison » réformiste. Le point de vue du maître de l'appareil du PS me paraît beaucoup plus proche de la réalité politique que les spéculations sur la transformation du PS en un parti de lutte de classe et de masse pour le contrôle et l'autogestion par l'action interne d'un certain nombre de militants du PSU et de la « troisième composante » (voir les résultats obtenus par le CERES). Quant aux choix stratégiques dont le courant socialiste autogestionnaire est porteur, ils sont d'avance verrouillés par la réaffirmation de tous les dirigeants du PS

de leur fidélité à la stratégie du Programme Commun.

Comment donner au courant autogestionnaire un rôle déterminant au sein du mouvement ouvrier ? On ne peut résoudre ce problème par des mesures organisationnelles. C'est, avant tout, dans les luttes ouvrières et populaires que ce courant doit progresser. L'exemple de Lip est, à cet égard, particulièrement éclairant. Si nos camarades ont conquis l'hégémonie dans le mouvement, c'est par l'application conséquente d'une stratégie de contrôle, liée à une pratique unitaire. Leur intégration dans une force politique soumise à une stratégie réformiste n'aurait pas servi leur lutte, bien au contraire.

Le raccourci organisationnel que tu proposes est, en réalité, une impasse. Développer notre politique d'unité d'action anticapitaliste, prendre dans tous les secteurs des initiatives de lutte pour le contrôle et l'autogestion, c'est le meilleur et le seul moyen de bloquer l'avancée du courant social-démocrate, de gagner à notre stratégie les militants du PS réellement attachés à la cause du socialisme autogestionnaire. Au plan politique, le rôle du PSU en tant que force autonome et indépendante dans l'unité des forces populaires sera fonction de sa capa-

cité à animer ces luttes, qui conditionne son propre développement.

Aussi bien, l'alternative que tu m'opposes est dénuée de fondement. Ce n'est pas parce que le PSU n'irait pas s'intégrer au PS qu'il serait réduit, et le courant autogestionnaire avec lui, à « un simple regroupement au sein de l'extrême gauche ». D'ailleurs, la notion d'extrême gauche est bien vague. S'il s'agit des milliers d'inorganisés ou militants sectoriels qui ont, comme on dit, une « sensibilité » d'extrême gauche éveillée par mai 68, nombreux sont ceux qui nous rejoindront dans la lutte pour l'autogestion socialiste, dans la mesure où sera levée l'hypothèque réformiste qui pèse actuellement sur notre parti.

De plus, en dehors de ceux qui se classent ou que l'on classe à l'extrême gauche, il y a à la CFDT, à la CGT et ailleurs bien des militants prêts à rejoindre, au plan politique, le courant autogestionnaire, s'il présente un autre visage que celui de la social-démocratie, même repeinte. C'est avec ces forces et à travers l'action que le PSU peut se renforcer, puis se dépasser dans un véritable parti autogestionnaire de masse.

question de Victor Leduc à Robert Chapuis

● Ton texte pour le Conseil national affirme (TS 628), « Il (le PS) n'a pu se donner une stratégie de pouvoir capable de donner un sens à la victoire de la gauche. Sur la prise réelle du pouvoir, sur sa transformation, sur la transition au socialisme, le PS n'a que des souvenirs de la SFIO, quelques velléités du CERES et une longue habitude d'opportunisme ». A partir d'une telle appréciation, comment peux-tu engager le PSU dans la voie que tu préconises, celle d'une organisation commune avec le PS, principale force du « grand parti socialiste » que tu envisages ?

Réponse de Robert Chapuis :

— La façon dont tu poses la question est révélatrice de l'un de nos désaccords. La phrase que tu cites est tirée d'un paragraphe où nous avons indiqué que le « PS est marqué par une contradiction qui fait à la fois sa force et sa faiblesse ». Or si l'on ne cite pas les deux termes de la contradiction, il n'y a évidemment pas de solution possible. Nous ne sommes plus sur le terrain d'une analyse dialectique, nous sommes dans l'univers de substances qui, par définition, s'opposent entre elles puisque certaines seraient par nature « révolutionnaires » et les autres « social démocrates » (1).

Je rétablis donc les termes de la contradiction pour répondre à ta question :

Premier terme : la force du PS : « par sa crédibilité à tous les ni-

veaux institutionnels, il occupe un espace politique qui, dans le système actuel, condamne les autres — en dehors de ses alliés du Programme commun — à la marginalisation et à l'impuissance ».

Deuxième terme : sa faiblesse : « S'il a une stratégie d'unité qui permet éventuellement d'envisager une défaite de la droite, il n'a pu se donner une stratégie du pouvoir capable de donner un sens à la victoire de la gauche » (suit la phrase que tu cites).

Que disons-nous ensuite ?

1 — « Parce qu'il est devenu potentiellement un parti de gouvernement le PS ne peut se contenter d'un tel vide ».

2 — Pour vaincre cette contradiction, le PS a besoin de se reposer

la question du pouvoir et de son exercice : « Il lui faut aller plus loin dans la voie du socialisme autogestionnaire et ne plus se contenter d'une simple référence ».

3 — La solution d'une telle contradiction ne concerne pas alors seulement le PS, mais tout le mouvement socialiste autogestionnaire. C'est en ce sens, disons-nous, que « l'avenir de la gauche, qu'on le veuille ou non, passe par le déblocage que peuvent opérer le PSU et la troisième composante ».

Nous constatons par ailleurs que cette contradiction existe aussi pour le mouvement autogestionnaire : à partir du moment où l'on pense que le courant autogestionnaire doit jouer un rôle déterminant dans le mouvement ouvrier et ne pas se réduire à un simple pôle de référence, il est clair que la faiblesse politique du PSU ne permet pas de remplir cet objectif. La remarque vaut enfin pour la CFDT : celle-ci ne peut trouver ni dans le PS, ni dans le PSU les éléments d'une force politique qui correspondent à son évolution. Autrement dit, si l'on accepte de ne pas braquer sa lunette sur le PSU, mais si l'on se pose la question de l'ensemble du mouvement ouvrier français par rapport à son avenir, on est amené aux constatations suivantes :

1 — Le mouvement socialiste autogestionnaire ne peut éluder la question du PS s'il veut se constituer en force politique puissante.

S'il l'éluide, le PSU devient soit un nouveau parti d'extrême-gauche à référence autogestionnaire, soit un lieu d'expérimentation sociale et politique peut-être intéressant, mais qui ne serait plus alors réellement un parti politique se posant la question du pouvoir.

2 — Pour résoudre la contradiction PS au profit du socialisme autogestionnaire et non de la social-démocratie, il faut choisir un terrain de lutte où on l'affronte effectivement. En ce sens, les Assises constituent une bataille politique permettant de voir si le socialisme autogestionnaire a ou non la capacité d'imposer progressivement une stratégie, une pratique militante et une conception différente de l'organisation politique.

Encore faut-il, lorsqu'on mène une bataille, ne pas se déclarer perdants d'avance comme l'indique ta question, et ne pas saborder au départ ses chances de disposer avec la troisième composante d'un rapport de forces suffisant.

(1) Il n'a d'ailleurs jamais existé d'organisation du mouvement ouvrier français et international qui ne se soit pas créée sur la base de fusions ou de scissions. C'est d'ailleurs ce qui inquiétait Lénine au moment de la création du PCF. Il n'y a pas en matière politique de substance chimiquement pure !

question de Victor Leduc à André Barjonet

● Partageant pour l'essentiel les analyses et les conclusions de ton texte, je veux seulement te demander de préciser ce point : comment vois-tu l'avenir du PSU ?

Réponse d'André Barjonet

— L'avenir du PSU, c'est, déjà, au Conseil national des 5 et 6 octobre, qu'il va, en grande partie, se dessiner. Nous sommes, en effet, en face d'un choix décisif : ou bien faire désormais porter nos efforts à la création d'un parti travailliste dont l'actuel PS serait l'ossature ; ou bien reprendre et accentuer notre lutte et notre action pour l'unité populaire et le socialisme autogestionnaire.

Dans le premier cas — et cela quelle que soit la bonne volonté des camarades qui se lanceraient sur cette voie — c'est indiscutablement la fin du PSU.

Dans le second cas, il y a tout lieu de penser que le PSU connaîtrait un essor nouveau et qu'il jouerait d'ici peu de temps un rôle décisif dans la vie politique française. Reprenons chacun de ces points.

Tout d'abord, n'hésitons pas à le dire, nous n'avons pas le fétichisme du sigle « PSU », nous ne sommes ni des nostalgiques des années

écoulées, ni, non plus, des petits soldats d'u le extrême gauche verbale bien à l'aise de faire joujou dans « leur » mini-parti. Comme nous le disons très nettement dans notre texte « Le PSU est prêt à se remettre en cause en tant qu'organisation comme il l'a affirmé dans son Conseil national de 1973 si cette remise en cause peut permettre de construire l'ébauche de la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin ». Or, il est clair que cette dernière condition n'est actuellement pas du tout remplie. Aujourd'hui, le PS est même encore plus loin d'un choix autogestionnaire qu'il ne l'était il y a quelques mois. De ce point de vue, les modestes tentatives du CERES sont tombées dans les oubliettes. Mais, dira-t-on, si de nombreux militants du PSU luttent de l'intérieur du néo-PS, ils finiront bien par imposer nos idées ! Curieuse conception, soit-dit en passant, de la démocratie et du rôle des fractions. Mais aussi, méconnaissance totale de la structure sociale qui est encore celle du PS et où, aux dernières nouvelles,

les notables pesaient encore un peu plus que les ouvriers d'usines ! Oubli, enfin et surtout, de la réalité politique et sociale présente : la réalité d'une crise en profondeur (pas seulement économique ou monétaire) de la société capitaliste. Oubli, par conséquent, du « ressentir » de plus en plus révolutionnaire non seulement de la classe ouvrière proprement dite, mais d'un nombre croissant de travailleurs de toutes sortes parmi lesquels les femmes et les jeunes jouent un rôle grandissant.

Et c'est ici, Victor Leduc, que se pose vraiment le problème de l'avenir du PSU. Cet avenir, nous le voyons avec un très grand optimisme sous une seule — mais capitale — condition : que le PSU sache enfin et autrement qu'en paroles, faire coïncider son action pratique avec ce que pensent profondément et ce pour quoi agissent de plus en plus les masses ouvrières et laborieuses. Si le PSU s'engage résolument sur cette voie, il ne manquera pas de recruter très rapidement un grand nombre de militants qui, depuis le début de cette année, s'étonnent avec raison de notre silence grandissant sur la plupart des événements politiques essentiels et ne comprennent pas plus notre relative inactivité pratique. Mais il va de soi qu'en se renforçant ainsi, le PSU se transformera aussi, qu'il deviendra enfin un parti réellement socialiste et révolutionnaire, un parti qui fera avancer l'unité populaire.

Communiqué commun de l'Organisation de Libération de la Palestine et du PSU

● Le vendredi 20 septembre 1974, une délégation de l'OLP, composée de Salman-El-Harafi et Izzedine Kalak a été reçue au siège du PSU et s'est entretenu avec une délégation de ce parti, conduite par Robert Chapuis, secrétaire national.

Au moment où un premier succès a été remporté par l'OLP du fait de l'inscription de la question palestinienne en tant que telle à l'ordre du jour de l'Assemblée des Nations-Unies, la délégation de l'OLP a informé le PSU de la situation dans la région du Moyen-Orient, des divers aspects de la cause palestinienne, ainsi que des objectifs politiques et internationaux que l'OLP entend poursuivre pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Le PSU, pour sa part, a réaffirmé son ferme soutien à la lutte du peuple palestinien et rappelé qu'il considère l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien.

Les deux délégations ont examiné la campagne actuelle d'intoxication contre la Résistance palestinienne et les moyens nécessaires pour y faire face.

Elles ont en outre décidé de renforcer les liens entre les deux organisations dans une perspective de lutte anti-impérialiste.

Paris, le 20 septembre 1974

question d'André Barjonet à Robert Chapuis

● On peut lire dans ton texte : « Notre combat révolutionnaire se poursuivra à l'intérieur de l'organisation commune — notamment face à tous les dangers réformistes, internes ou externes ». Cette phrase, parmi d'autres, semble signifier que, si le processus des Assises se poursuit, la ligne défendue par le PSU sera minoritaire dans la nouvelle organisation. En conséquence, comment peux-tu inscrire ton projet dans le développement de l'unité populaire, alors que tu sembles t'interdire toute action vis-à-vis du PCF ? Développer l'unité populaire, c'est travailler à déplacer son axe d'ensemble. Ne crois-tu pas que la ligne que tu défends empêche toute remise en cause sérieuse de la ligne d'union nationale que développe le PCF ? D'autre part, ne t'apparaît-il pas comme fondamental qu'il subsiste un pôle politique autonome de référence, notamment pour la CFDT, pour lui éviter de perdre le rôle novateur et offensif qu'elle a joué jusque-là, voire d'être entraînée vers la pente de l'union nationale ?

Réponse de Robert Chapuis

— C'est ce qu'on appelle une question boomerang ! Puisque tu dis toi-même que développer l'unité populaire, c'est travailler à déplacer à gauche son axe d'ensemble, puisque tu estimes nécessaire comme nous la remise en cause de la ligne d'union nationale que développe le Parti communiste, on se demande bien de quel rapport de force disposerait le seul PSU pour remplir ces tâches. Par contre, la réponse à ta

question, c'est le Parti communiste lui-même qui l'a donné en accusant le PSU à travers les Assises de vouloir substituer une stratégie à une autre. Or, personne ne s'y trompe. Ce que craint le Parti communiste, ce ne sont pas des Assises qui se réduiraient à une simple confrontation. Ce qu'il inquiète, c'est qu'elles fassent apparaître en France une force disposant d'une base sociale populaire, d'une stratégie, d'une idéologie, c'est-à-dire qui s'identifie positivement par sa référence au socialisme autogestionnaire et non

négativement en se situant comme « gauche non communiste ».

Si ce processus se développe, il ne s'agit pas, tu le sais bien de « s'interdire toute action vis-à-vis du PC ». Nous nous sommes suffisamment battus dans ce Parti pour créer les conditions d'accords avec lui pour que l'on nous dispense de ce reproche. Par contre, nous pensons effectivement que l'alliance avec le Parti communiste doit être passée sur les bases d'une alternative socialiste et non sur celles d'une version française de compromis historique, ce qui suppose un rapport de force suffisant. Or, ce n'est possible qu'on le veuille ou non, que si sur le lieu occupé actuellement par le Parti Socialiste ne se reconstruit pas une social-démocratie prête à accepter cette stratégie. Et ce qui permet de mener aujourd'hui cette bataille c'est précisément l'évolution de la CFDT : car le « rôle novateur et offensif qu'elle a joué jusque-là » ne peut être aujourd'hui poursuivi sur les bases d'un « syndicat-parti ». Et ce tout simplement parce que la CFDT est, elle aussi, obligée de se poser la question du pouvoir et de sa fonction en cas de victoire de la gauche. Le rôle positif qu'a joué la CFDT depuis 1968 était fondé sur un cumul de responsabilités syndicales et politiques. Mais ce cumul n'est possible que si le mouvement ouvrier reste une force d'opposition. Qu'il y ait victoire de la gauche, et la CFDT considère aujourd'hui que c'est une hypothèse plausible, et il lui faudra redéfinir sa fonction syndicale. Mieux vaut pour elle s'y préparer

avant, en favorisant par son potentiel militant, l'émergence d'une grande force socialiste sur une base autogestionnaire.

Du même coup, la CFDT ne peut plus se permettre de compter sur le seul PSU sur le plan politique. Quant à penser que le PSU en refusant de jouer un rôle dans une restructuration de la gauche évitera à la CFDT d'être entraîné sur la pente de l'union nationale, c'est une plaisanterie ! Il suffit de réfléchir deux minutes au rapport de forces qui serait celui d'un PSU refusant le processus actuel : l'idée qu'il puisse non seulement offrir une autre alternative à la CFDT, mais dégager la gauche d'une stratégie d'union nationale ne rappelle que trop la période 68-71 où le parti se prenait d'autant plus pour le nombril du monde que son poids politique devenait insignifiant.

Dernière remarque enfin : nous pensons effectivement que le combat contre le réformisme se poursuivra dans l'organisation commune. De là à penser que la meilleure façon de le mener est de s'enfermer dans une minorité de témoignage, il y a un pas que nous ne franchissons pas. Nous n'avons nulle envie de faire aujourd'hui avec le PS ce que firent avec la SFIO, Yvan Craipeau et ses camarades. Les résultats du trotskysme dans sa version entriste ne nous paraissent en effet guère plus intéressants que dans sa version autogestionnaire !

question d'André Barjonet à Victor Leduc

● Un point commun apparaît dans nos deux textes : le refus de l'intégration sous une forme ou une autre du PSU au PS. Mais, pour nous, la question du dépassement du PSU est fondamentale, car il n'est que l'ébauche de la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin. Ce dépassement passe par la confrontation pratique et théorique des courants se réclamant de l'autogestion socialiste et par le développement de l'unité populaire. Ce dépassement te semble-t-il nécessaire et comment envisages-tu sa possibilité ?

Réponse de Victor Leduc

— Nous avons, pour notre part, toujours pensé qu'il était insuffisant de dire : « le PSU doit compter sur ses propres forces ». En effet, le débat qui vient d'avoir lieu est loin d'être négatif s'il nous rappelle que le courant autogestionnaire doit dépasser ses formes organisées actuelles. Et cela dépend d'abord de nous.

Comment construire la force politique autogestionnaire capable de porter la volonté de transformation révolutionnaire ? Sûrement pas par simples additions successives à un PSU inchangé, de courants se référant à l'autogestion, ni par une décision volontariste du PSU d'être quelque chose comme le parti révolutionnaire autogestionnaire.

Nous pensons qu'actuellement le pôle autogestionnaire a besoin de deux niveaux d'organisation : d'un parti, bien sûr, et c'est le PSU qui en est l'ébauche ; et d'un mouvement beaucoup plus large et plus souple que le parti. Pourquoi cette sorte de « dualité » de structures ? Parce

qu'elle nous paraît correspondre aux différences de rythmes, de niveaux de conscience, qui existent de fait parmi tous ceux qui sont la base du développement possible d'une force autogestionnaire.

Ainsi, les militants de la troisième composante, quand ils sont vraiment des « inorganisés », ne peuvent pas être considérés comme définitivement acquis au réformisme, sous prétexte qu'ils ont signé l'appel du 11 juin. D'abord parce que l'attitude même du PSU a accredité l'idée qu'il n'y avait pas d'autre voie ; mais surtout, il apparaît nettement que ces camarades rêvent souvent d'une forme d'organisation moins contraignante que l'image qu'ils peuvent avoir de la nôtre. Il faut savoir les écouter lorsqu'ils nous interrogent sur ce que nous sommes et ce que nous faisons.

Répondre à cette préoccupation, c'est déjà l'une des raisons d'être d'un « mouvement pour le contrôle et l'autogestion », capable de réali-

ser un début d'orientation entre tous ceux qui se battent, dans chaque secteur, sur la ligne du contrôle ouvrier ou du contrôle populaire.

Mais il y a aussi d'autres raisons. Rien n'indique qu'une formation politique prenait en charge le combat révolutionnaire pour l'autogestion doive se calquer sur ce qu'est aujourd'hui le PSU. Autant il faut préserver l'outil qu'il est, autant il faut savoir qu'il peut être amélioré, de façon à mieux s'adapter à des formes plus diversifiées de travail militant, à créer dans l'organisation et autour d'elle des nouveaux rapports sociaux, etc. ; bref, il doit procéder lui-même à quelques révolutions internes.

Or, ces changements ne proviennent jamais d'une seule décision volontariste, prise par un congrès dans une atmosphère de nuit du 4 août. Il faut que l'organisation se confronte à ceux qui en sont proches ; on peut, dès lors, miser sur un jeu dialectique entre le parti et le mouvement large pour que chacun se transforme au contact de l'autre jusqu'à ce que une nouvelle forme, unifiée, d'organisation puisse voir le jour.

Il semble, dès maintenant, utile de dessiner le profil de ce mouvement et le processus qui doit aboutir à sa naissance. A la différence du nouveau pôle réformiste en constitution lors des Assises d'octobre 1974, le courant autogestionnaire n'a pas d'organisation toute faite à proposer comme solution miracle. Un tel mouvement ne peut se structurer que sur la base des expérien-

ces vécues par des organisations autogestionnaires. La formation d'un tel mouvement doit être un processus pédagogique et démocratique dans son élaboration.

Il ne s'agit pas de copier (vu la nature historique du mouvement ouvrier français) le modèle britannique de l'Institut du contrôle ouvrier. Toutefois, nous retenons de cette expérience que le pôle central d'un tel mouvement a certaines fonctions spécifiques :

— circulation de l'information au moyen d'un organe de presse, et de l'utilisation des moyens audiovisuels modernes (films, vidéo, TV par câbles) comme outils propagandistes ;

— formation des militants liés à leurs besoins et largement décentralisée ;

— organisations de rencontres, de sessions, de confrontation des luttes par le contrôle et l'autogestion, notamment au niveau européen.

En aucun cas, il ne peut se transformer en un appareil contraignant, qui remettrait en cause sa nature du mouvement libre d'association de comités de base.

La mise en place d'un tel mouvement n'a rien d'utopique. Au niveau régional, des expériences de ce type existent. Elles sont riches de promesses et doivent être connues à l'intérieur et hors des différentes organisations parties prenantes.

définitivement condamnés ?



Chaque année, les petits producteurs travaillent plus : chaque année, ils gagnent moins. Est-ce que ça peut durer ?



Les paysans subissent une dégradation extrêmement rapide de leurs revenus. Depuis un an, les coûts de production (engrais, aliments du bétail, matériel...) ont augmenté de l'ordre de 30 %. Dans le même temps, les prix à la production ont stagné ou connu une baisse catastrophique comme la viande. Nul ne conteste que la diminution des revenus des paysans, en 1974, sera de 15 à 20 %. C'est une moyenne, mais cette baisse ne sera pas subie uniformément. Une fois de plus, ce sont les petits producteurs, notamment les éleveurs et surtout ceux qui ont dû investir pour survivre, qui seront les plus durement touchés. Ils risquent de se trouver nombreux, contraints au départ.

LA REPONSE DU POUVOIR. Cette diminution du nombre des paysans est voulue par le gouvernement (voir conférence de presse de Bonnet, ministre de l'agriculture, du 17 juillet 1974). Mais elle doit se faire sans explosion de colère trop forte, donc contrôlée par le syndicalisme officiel FNSEA-CNJA. Aussi, des mesures ont-elles été prises :

- des aides directes à la vache, à la truie : ces aides, bien inférieures à la perte réelle de revenu subie par les paysans, ont surtout un rôle psychologique à l'égard des paysans (pour se conserver leur appui politique) et à l'égard des autres couches sociales (pour manifester que l'agriculture coûte cher et justifier ainsi la « nécessaire modernisation » du secteur).
- augmentation des prix de 5 %, décidée à Bruxelles. Cette augmentation identique pour tous les produits favorise une nouvelle fois les productions végétales où les gains

de productivité sont les plus rapides. D'autre part, comme toute augmentation en pourcentage, elle favorise les gros producteurs et accroît les écarts des revenus. Pour nous, cette politique des prix est injuste.

L'EMBRIGADEMENT. La crise actuelle n'est que l'accélération d'une évolution générale... c'est la soumission économique des producteurs aux industries d'amont et d'aval qui imposent leurs prix, et mettent en concurrence les producteurs de régions et pays différents. Cela suffit pour embrigader les producteurs. Les industriels l'ont bien compris. Nul besoin d'intégrer totalement les producteurs. Au contraire en les laissant propriétaires des moyens de production (bâtiments, animaux, foncier...), ils les obligent à prélever sur leur revenu l'argent nécessaire à l'acquisition et au renouvellement de ces moyens. La rémunération du travail, c'est ce qui reste, s'il en reste. Dans cette situation, les paysans sont condamnés à produire plus ou à partir. Les pouvoirs publics sont là pour veiller à ce que la manœuvre se fasse dans le calme et donner des aides sociales aux exclus.

OBJECTIFS DE LUTTE. Seul un changement de société permettra de casser cette mécanique qui asservit les producteurs agricoles... de la même façon que les travailleurs des autres secteurs. Dès aujourd'hui, nous devons la refuser, et combattre le système capitaliste.

Il faut exiger un revenu minimum garanti, par travailleur agricole. La première étape d'une telle revendication est d'exiger, pour chaque produit, un prix qui prenne en compte les coûts de production réels (rémunération du travail inclus).

Ce prix sera garanti pour une quantité maximum par producteur. De plus, l'unicité de prix de marché dans les communautés implique la fixation de compléments de prix pour tenir compte des disparités régionales, et de la nécessité de maintenir une population rurale dans des régions défavorisées.

Exiger aussi un contrôle populaire sur les circuits de distribution. Entre les producteurs et les consommateurs, il y a de multiples intermédiaires. C'est avec les travailleurs qui transportent, transforment, conditionnent et distribuent les produits agricoles et alimentaires que producteurs et consommateurs doivent exercer un véritable contrôle populaire sur les circuits.

Dans le réseau complexe des intermédiaires, il y a le plus souvent un petit nombre de gros acheteurs qui manipulent le marché. Par exemple, dans la viande, un petit nombre d'acheteurs (industriels et coopératives) disposant de possibilités de stockage (et recevant des aides de Bruxelles pour cela), accaparent les contrats d'import-export (avec l'aide, une fois de plus, des pouvoirs publics), représentant environ 10 % du marché national, sont de fait — avec la complicité des pouvoirs publics — les véritables maîtres du marché. Montant des opérations spéculatives à l'échelon international (importation, exportation, stockage de report), ils acquièrent la puissance financière qui leur permet d'asseoir encore davantage leur main-mise sur les circuits de distribution.

Nous demandons la création de véritables offices par produit (et non d'office bidon comme l'ONIBEV) avec contrôle des produc-

teurs, des consommateurs et des travailleurs du circuit. Ces offices, comme l'ONIC à son origine, auront pour but d'organiser les fonctions techniques du ravitaillement tout en assurant un revenu minimum aux producteurs.

Aujourd'hui, des ventes directes seront pour nous l'occasion de dénoncer les manipulations du marché et une occasion de confrontation entre les producteurs, les consommateurs et aussi souvent que possible les travailleurs du circuit.

L'ARGENT DES GROS. Exiger enfin un contrôle populaire sur les sols et le crédit. La terre, le crédit, sont les moyens de productions des paysans. Mais aujourd'hui chez les notaires et les experts fonciers, parfois à la SAFER, l'argent des gros et des malins achète de plus en plus cher toutes les terres libres. Le crédit est réservé à ceux qui possèdent déjà. Il faut donc :

- réserver en priorité l'attribution des sols disponibles aux petites exploitations ;
- interdire toute opération spéculative ;
- exiger la publicité des prêts du Crédit agricole et des opérations des SAFER.

Les paysans anti-capitalistes doivent s'organiser. De plus en plus nombreux, des paysans se situent dans le camp anticapitaliste. Selon les conditions locales, certains ont rompu avec le syndicalisme traditionnel, d'autres continuent de travailler à l'intérieur des structures existantes. Il est urgent que ces paysans s'organisent et coordonnent les initiatives à la base.

Commission nationale agricole ■

SYROS

1 - CHILI

- 1970 : ITT et la CIA cherchent à empêcher Allende d'arriver au pouvoir.
- 1972 : le journaliste américain Anderson publie les documents d'ITT
- 1973 : Pinochet met en œuvre les plans d'ITT et de la CIA
- 1974 : les Editions Syros publient la première édition française des documents.

En vente 10 F. chez Syros, 9 rue Borromée.
Paris 15^e CCP. 19.706.28 Paris.

2 - PSU DOCUMENTATION

- n° 62-63-64 : le capitalisme et la fiscalité (4,00 F)
- n° 65-66 : matérialisme dialectique et matérialisme historique (2,50 f)
- supplément : « Dossiers de formation » : les stratégies du mouvement ouvrier ; les réponses politiques du PSU ; vie, animation et structures du parti (la série de 4 : 8,00 F)

3 - ET TOUJOURS...

- Chili 1970-1973, un peuple en lutte (par le collectif Chili PSU 8,00 F)
- Critique Socialiste n° 18 : l'élection présidentielle (avec les articles de Roland Cayrol, Victor Fay, Michel Mousel, Robert Chapuis, Jean Le Garrec, Alain Richard 8,00 F)
- L'enfer des pompiers (par Jean-Jacques Lubrina 18,00 F).
- Prochainement : le « Mal des banques » par des militants CFDT.

les vrais coupables



« La solde à 1 000 F », « Quartier libre en civil », « Non au racisme », « Les civils avec nous », « On est des hommes, pas des chiens »... Faut-il que quelque chose ne tourne pas rond dans l'armée de papa pour que 200 appelés du contingent, tous en uniforme, aient arpenté ainsi les rues d'une petite ville de province en contestant ouvertement quelques-unes des tares du système militaire.

Ils ont osé ! Et c'est cela que le commandement n'a pu encaisser. Ils ont osé, alors que le ministre des Armées venait d'annoncer à la cantonnade quelques réformes et croyait en avoir fini pour un bon bout de temps avec les récriminations des bidasses. Ils ont osé, et l'appel des « cent » est devenu celui des « trois mille ». Ils ont osé, et ce ne sont pas de dangereux gauchistes, des agitateurs aborés et trop bien étiquetables, des méchants que la « grande presse » pourrait montrer du doigt avec dégoût : de simples appelés !

Ils ont osé, et les généraux ont entonné à nouveau les couplets éculés : pour le général Mitterrand, inspecteur général de l'armée de l'air, « tout ceci n'est pas sérieux » ; pour le général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de l'air, « il y a des moments où les cadres de l'armée en ont ras le bol, et notamment de l'attitude de certains élus ». Soufflet bien sûr (c'est le ministre) a renchéri : « S'il y avait encore des mouvements de cette nature, bien sûr, les réformes seraient bloquées ».

La répression a été à la mesure de ces prises de position. Neuf « meneurs » ont été mis aux arrêts et transférés dans le camp de Canjuers. La gauche et l'extrême-gauche ont fait front dans un premier temps, pour les défendre. Mais la solidarité s'est relâchée ensuite, les préoccupations organisationnelles reprenant le dessus.

La fédération PSU du Var a adressé une lettre ouverte aux autorités militaires, exigeant qu'ils indiquent le nombre de soldats emprisonnés, le lieu de leur détention, leurs noms, les motifs de leur inculpation (s'il y en a une), les noms de leurs avocats éventuels. Dans le même souci de contribuer à briser l'isolement de ces soldats, Robert Chapuis s'est rendu à Draguignan où il a exposé au cours d'une conférence de presse tenue « sur le terrain » les conceptions du PSU sur l'armée et le service militaire.

• 200 appelés ont eu le courage de dire tout haut à Draguignan ce que pense tout bas l'immense majorité du contingent. Il faut croire que le courage fait peur aux responsables de l'armée puisque neuf d'entre eux sont actuellement arrêtés et risquent des sanctions sévères. Le P.S.U. est solidaire de leur action : il appelle toutes les formations démocratiques, toutes les organisations politiques et syndicales à exiger la libération des soldats emprisonnés. Les vrais coupables ne sont pas ceux que l'on met en prison mais ceux qui les y mettent, car ils contribuent à cacher le malaise des jeunes, à masquer l'inquiétude qui grandit dans le pays à l'égard de son armée.

Dans notre pays, le service militaire n'a rien d'une institution démocratique. Dès l'origine, il servait à constituer non pas l'armée, mais

revendiqué clairement un autre type d'armée. Depuis, et il n'y a pas besoin de chercher là non plus des meneurs, c'est dans le contingent lui-même que la révolte gronde. Il y aura d'autres Draguignans si rien ne change. Que demandent les appelés ? Rien d'autre que d'être considérés comme des hommes, avec leurs droits, et non comme une future chair à canon qui doit s'habituer à monter au front sans réfléchir. Le P.S.U. soutient leurs revendications :

- gratuité des transports,
- permissions hebdomadaires et facilités de déplacement selon le lieu d'origine ;
- salaire minimum garanti ;
- liberté d'expression, d'information et d'association ;
- amélioration des conditions de

litaire française que l'on confie à l'armée sont autant de raisons pour lesquelles se manifeste à son égard, chez les travailleurs et les jeunes, un phénomène de rejet. Une telle situation est néfaste pour l'armée elle-même : coupée de la nation, elle ne cesse pas d'être un instrument de l'Etat. Formée de « citoyens mineurs », qu'il s'agisse des appelés comme des soldats de métier, elle prétend défendre des libertés auxquelles elle n'a même pas droit. Son modèle sert de référence pour tous ceux qui veulent maintenir l'ordre parmi les jeunes et les travailleurs : la militarisation de la société vise à briser les aspirations des travailleurs à l'autonomie, à la responsabilité, bref leur volonté de contrôle qui s'exprime aujourd'hui à travers tous les conflits. On comprend les mouvements qui s'opposent au développement des camps de Canjuers, du Larzac et bien d'au-

Robert Chapuis à Draguignan : « une armée de conscrits formée comme une armée de métier... »

une masse de manœuvres pour l'armée, et plus précisément pour l'état-major. Un tel rôle impliquait la soumission du contingent à une hiérarchie toute-puissante, dans laquelle les petits cadres jouent le rôle de contremaîtres ou des chefs de chantier, soumis à des ordres venus d'en haut. Le statut du soldat l'enfermait dans les casernes comme dans une prison, tandis que les brimades et le dénuement matériel empêchaient toute réaction, toute prise de conscience. Ce dressage a pu être accepté — dans la grande masse du moins, tant que l'on trouvait dans le contingent un grand nombre de jeunes, peu scolarisés, peu informés, et habitués à une vie difficile ; de plus l'idéologie nationaliste, entretenue par le souvenir des guerres quand elle ne l'était par leur actualité, servait à justifier la durée, les méthodes, les atteintes à la dignité et à la liberté des jeunes.

MEDIEVAL. Aujourd'hui, grâce aux luttes ouvrières et populaires, la vie a changé : les jeunes font des études plus longues ; la vie matérielle s'est améliorée, suscitant de nouveaux besoins ; la vie urbaine, les mass-media, les voyages, les conditions de travail font évoluer l'esprit des appelés, qui supportent de plus en plus mal cette caricature médiévale dont le service donne très souvent l'image. Il y a 18 mois, des centaines de milliers de jeunes étaient descendus dans la rue contre la loi Debré sur l'armée ; ils avaient

vie et respect de la dignité individuelle ;

- suppression des systèmes de police et de justice propres à l'armée.

Nous demandons la réduction du service militaire aux six mois nécessaires à la formation ; nous demandons que l'incorporation se fasse plus près du domicile, avec plus de liberté quant à la date. Les jeunes qui ont obtenu le droit de vote à 18 ans doivent bénéficier aussi des droits du travail : s'ils sont syndiqués, ils doivent pouvoir se réunir avec leurs responsables syndicaux ; ceux-ci doivent donc pouvoir entrer dans les casernes ; ils doivent pouvoir élire des délégués, former des comités. Il existe des comités d'entreprise : certains disent que l'armée est une vaste entreprise, pourquoi ne lui accorderaient-ils pas ses comités ?

REMPART SUPREME. Cette évolution intéresse directement l'armée et la défense nationale. En effet le service militaire, par son rôle et sa nature, contribue à faire de l'armée un corps étranger à la population ; le conditionnement idéologique et la pression psychologique exercés sur les appelés supposent un isolement total par rapport aux forces vives du pays. Les tâches d'endoctrinement, de rempart suprême de l'ordre capitaliste, d'exportateur de la technologie mi-

tres : ils sont la revendication d'hommes libres, attachés à leur terre, responsables d'eux-mêmes.

Il y a plus grave : en rejetant l'armée, les jeunes risquent de rejeter la nécessité de la défense elle-même. Cela est inacceptable pour les socialistes, aujourd'hui comme hier. La tragique expérience chilienne nous rappelle en effet que l'organisation d'une défense populaire reste nécessaire absolue, car l'adversaire de classe n'hésite pas à utiliser la force pour réduire les travailleurs à merci et empêcher toute progression vers de profondes transformations anticapitalistes.

Coupée du peuple, mais liée à l'Etat, l'armée reste incertaine de sa mission : la réflexion de Valéry Giscard d'Estaing n'a pas encore abouti dans ce domaine, pas plus que dans celui de l'inflation. En réalité, les missions qui s'imposent à l'armée n'ont pas changé, depuis que la bourgeoisie en a fait l'instrument de sa domination :

- 1) — la défense de l'Empire, qui a produit les guerres coloniales, aboutit à constituer dans notre pays une sorte d'armée d'occupation : à ceux qui luttèrent pour leur indépendance, on substitue « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire les jeunes, les travailleurs qui luttent pour se libérer de l'exploitation capitaliste ;
- 2) — la défense de l'Occident, qui a pris la forme du pacte atlantique,

débat

à propos d'activité

● Certains s'étonnent que le BN ne présente pas de rapport d'activité lors du prochain Conseil national. Bien plus, certains disent que s'il n'y a pas de rapport, c'est qu'il n'y a pas d'activités ! D'où un rappel et une remarque :

Rappel : logiquement, un Conseil national ordinaire du parti, analogue à celui de novembre 73 devait se tenir en juin 74 ; en mars, il avait été envisagé de le réunir à cette date pour préparer une réforme des statuts et engager le débat programmatique préparatoire au Congrès de décembre. La mort de Pompidou a changé les données, d'où un Conseil national

extraordinaire le 15 avril (avec les délégués de novembre 73). Après les élections, la DPN a estimé qu'avant les Assises, en vue de définir la position du PSU à ce sujet, un Conseil national était nécessaire : il s'agissait donc logiquement d'un Conseil extraordinaire (avec un seul point à l'ordre du jour), mais il aurait été aberrant de le faire avec les délégués de novembre 73, d'où la réunion de conseils fédéraux préparatoires.

En outre, la proximité du Congrès (décembre), la rapidité du débat (rédaction et analyses des textes dans un délai très court), l'objet même du Conseil (les Assises une semaine après) ne rendaient pas sérieux un débat sur l'ensemble de l'activité du BN. Au demeurant, c'est la DPN qui doit d'abord se prononcer sur cette activité, en vue de faire un rapport devant le Conseil national. Or, à sa réunion du 15 septembre, personne n'a demandé à voter sur l'acti-

tivité du BN (un camarade a d'ailleurs posé la question et a paru satisfait de la réponse). C'est pourquoi, il n'y a pas de rapport d'activité ni du BN, ni de la DPN. Il y en aura bien sûr pour le Congrès de décembre.

Remarque : en effet, nous attachons le plus grand prix à examiner l'activité des membres du BN du 25 novembre 73 au 15 avril 74 (individuelle et collective) et pas seulement depuis le 15 avril. Durant la campagne présidentielle, l'activité du BN aurait aussi intérêt à être comparée à celle de certaine fédération, quant à son degré et à son orientation. Il en va de même durant les trois derniers mois où il serait curieux d'attribuer au BN la limitation générale de l'activité politique et sociale durant cette période : cet excès d'indignité vaudrait excès d'honneur quant à l'importance historique de notre rôle de direction !

Robert CHAPUIS ■

aboutit à une intégration complète de notre système de défense dans celui des Etats-Unis : est bon pour la France ce qui est bon pour les Etats-Unis... donc pour la General Motors et autres firmes multinationales. Les tentatives autonomistes du général de Gaulle ont fait long feu : avec Lecanuet, le président Giscard retrouve le giron atlantique.

IMPOSSIBLE ? A chaque militaire nous posons cette question : accepteriez-vous d'être un instrument de guerre civile ? — Concevez-vous votre mission comme celle de défendre une classe et ses privilèges ? — Acceptez-vous de perdre la confiance du peuple et notamment de sa jeunesse ? Dans d'autres pays, au Portugal, au Pérou, ailleurs aussi, des membres des forces armées ont refusé la dictature qui voulait se servir d'eux pour ses propres fins ; ils ont renoué avec les forces vives de leur pays. Est-ce impossible en France ?

Ces questions, est-on seulement libre de les poser ? A travers la révolte des appelés, celle de Draguignan en particulier, ce sont ces questions qui commencent à se poser. En revendiquant un statut d'être libres et responsables, les appelés ouvrent un débat essentiel sur le rôle de l'armée et le droit de notre pays à choisir son destin. On pourra les faire taire un par un grâce à la répression. D'autres se lèveront et nous serons à leurs côtés dans leur combat. Il faudra bien qu'on finisse par les écouter et par leur répondre. Il y va de notre avenir à tous. En luttant pour la libération des soldats emprisonnés, nous luttons pour notre propre liberté.

CALENDRIER

● 9, 10, 11 novembre — La Barolière St Chamont (Loire) : stage formation « entreprise ».

● 9 octobre, 20 h 30 — Ti A Yaounankiz (maison des jeunes et de la culture bretonne), 26 rue C. Fourier, Paris 13e : soirée musicale bretonne, écossaise et irlandaise avec Gérard Delahaye et Patrick Ewen.

● 8 au 17 octobre, salle Arago, Perpignan : exposition « Chili en lutte », réalisée par le MAPU et organisée par la fédération catalane du PSU. Vente de livres, affiches, objets artisanaux au profit de la résistance.

● DECES : La 7e section fait part du décès accidentel de Jean-Pierre B., adhérent et militant étudiant.

NAISSANCE D'UNE FEDERATION PSU

● La Nouvelle-Gauche, le neutralisme et l'intervention soviétique à Budapest, la guerre d'Algérie de 1954 à 1962 et l'U.G.S., les démêlés du P.S.U. et de l'O.A.S., les licenciements à Fives-Lille et la polémique avec le P.C.F., la grande grève des mineurs de 1963 et tout le reste...

Les éditions SYROS vous donnent aujourd'hui l'occasion de lire l'histoire de ceux qui, dans la région du Nord, se cherchèrent pour donner naissance au P.S.U. : Quel fut le rôle de la guerre d'Algérie dans la formation de la fédération PSU du Nord ? Comment le problème des femmes était-il perçu à l'U.G.S. ? Qui était adhérent du P.S.A. ? Le P.S.U. était-il un parti anti-clérical, laïc, ou une manœuvre de l'évêché ?

Vous découvrirez tout cela et bien d'autres choses encore dans le livre de Bernard Grelle que nous vous présentons.

NAISSANCE D'UNE FEDERATION PSU

préhistoire et histoire des premières années de la fédération PSU du Nord de la fédération PSU du Nord.

En presque deux cents pages et quarante sept tableaux, l'auteur nous fait revivre dans le détail la lutte de ces hommes qui croyaient au socialisme sans rien dissimuler de leurs faiblesses et de leur petitesse parfois. Mais l'humour n'est pas absent de cette reconstitution qui n'a rien d'hagiographique.

Aussi, sans plus attendre, adressez votre commande aux éditions SYROS ou à P-J Lamblin, 90/102 rue du Dr Schweitzer à Hem (59).

LES ASSISES ET LES QUESTIONS INTERNATIONALES

● Il apparaît important que les Assises pour le socialisme des 12-13 octobre aussi bien que le Conseil national du Parti des 5 et 6 octobre ne négligent pas l'aspect international des problèmes.

Aussi faisons-nous les propositions suivantes :

1) Nous souhaitons vivement qu'une analyse du renforcement actuel de l'impérialisme mondial et de la crise du capitalisme soit explicitement intégrée dans les rapports qui seront présentés au C.N. et aux Assises, notamment afin de faire saisir que, par le biais des multinationales, l'emprise du capitalisme américain en Europe et sa vitesse de diffusion, nous obligent — en ce qui concerne la future organisation envisagée par le processus de constitution d'une grande force socialiste — à être extrêmement attentifs au conditionnement international de la

prise du pouvoir et de son orientation socialiste.

En effet, dans cette hypothèse, il est important de prévoir les moyens effectifs d'assurer le dépassement de la stratégie internationale classique de la social-démocratie (type Internationale socialiste, Wilson, Schmidt, etc...), par une visée socialiste autogestionnaire qui ait une pratique internationale cohérente (soutien des luttes révolutionnaires des mouvements de libération, opposition nette à l'atlantisme et au capitalisme américain, solidarité aux luttes d'autodétermination des DOM-TOM, opposition aux entreprises sionistes et pro-sionistes, etc...).

Sur ces différents points, il se rait tout à fait préjudiciable à l'avenir du socialisme que l'acquis du PSU en ce domaine se dilue dans une attitude plus proche d'une collaboration internationale de classe que du développement de la lutte de classe des travailleurs au plan international.

Il serait important à notre avis de sensibiliser les militants du parti à ce sujet, et d'obtenir à ce sujet des garanties sérieuses au long du processus qui s'engage.

2) Nous souhaitons qu'au niveau des assises elles-mêmes, la dimension internationale des luttes soit prise en compte dans certains des carrefours déjà prévus, notamment « migrants » (rapports entre pays du Tiers-Monde et pays d'accueil), « paysans » (marché commun, Europe, etc.), et « entreprises » (multinationales), ceci à travers des analyses concrètes que les participants ne manqueront pas d'apporter.

LAUDOUZE, LEJEUNE, LEYMARIE
Membres de la Commission Internationale du PSU ■

COURRIER

Nous nous étonnons de lire dans le T.S. spécial conseil national que l'encart annonçant que nous retirions notre texte est rédigé à la première personne, alors que le papier remis concernait des camarades d'Indre-et-Loire.

Que vous censuriez le papier en supprimant une parenthèse d'explication, cela vous regarde en ce sens que cela ne change pas le sens du « papier », nous laissons cela à votre conscience de journalistes ; mais que « des camarades d'Indre-et-Loire » et « nous » se transforment en « je », cela dénature l'acte politique que nous avons posé.

Nous vous demandons donc de bien vouloir préciser dans le prochain T.S. que le texte retiré avait été préparé par des camarades d'Indre-et-Loire. Merci d'avance.

Salutations socialistes.

Rochebrune.

les rotatives du PSU

Militarisation et privatisation des sols, dépenses somptueuses pour un artilleur sur socle, écoliers ramassés sur les routes des campagnes et entassés dans une seule école, vie et mort des villages, questions posées restées sans réponse, prestige de ballons de rugby masquant la réalité du chômage... voilà un bilan dénoncé par nos rotatives... Mais à part ça, madame la grande presse, tout va très bien dans nos belles régions de France.

Le Poing - mensuel de la fédération de l'Aisne - 02.

« Le malade et l'artilleur »

Dans la petite ville de La Fère / Il y avait vraiment trop à faire / Et les autorités compétentes / Se penchaient sur les questions urgentes.

Il y a une belle caserne / Beau fleuron d'une cité moderne / Dont la récente restauration / A déjà coûté beaucoup de millions.

Il y a aussi un vieil hôpital / Où malades s'entassent tant bien que mal / Qui du dehors peut paraître coquet / Mais qui est totalement délabré.

Il manque quelque chose vraiment / Pour que les administrés soient contents / Aussitôt le colonel et le maire / La meilleure des solutions trouvèrent.

Et que croyez-vous donc qu'il arriva / Un très grand artilleur on érigea / Bravo ! bravo ! encore ! crient les « gogos » / Crevez malades ! C'est pour le shako !

Tout ceci ne pourrait être qu'une fable et pourtant c'est ce que vous pouvez constater. Si l'envie vous prend d'aller voir le tas de pierres de l'esplanade, allez-y ! Vous pourrez admirer une caserne qui a été en grande partie démolie et reconstruite dans le même style. Coût : 1 milliard d'AF. Vous verrez une place fraîchement bitumée. Coût : 18 millions d'AF. Croyez-vous que cela a été fait pour vous ? Non ! Uniquement pour accueillir « l'artilleur » dont la seule mise en place a coûté 10 millions d'AF. Voilà ce que vous pourrez voir, voilà ce que l'on fait pour le prestige !

Mais puisque vous êtes à La Fère, allez donc jusqu'à l'hôpital. De l'extérieur, c'est vrai, cela ne paraît pas trop moche : les peintures ont été refaites. Mais entrez-y, que ce soit en médecine ou en chirurgie, et vous pourrez constater : des murs sales, du vieux matériel, un ascenseur dont on se demande toujours s'il arrivera au premier étage, des chambres saturées.

Le Combat socialiste (hebdomadaire de la fédération des Côtes du Nord, 3 rue Quinquaine 22000 St Brieuc).

La Bretagne : nouveau Larzac ?

M. Jacques Soufflet, ministre de la défense nationale, répondant à une question d'un député, vient de déclarer à l'Assemblée : « Quand on décide d'une défense pour le pays, il faut des camps d'entraînement ». Ce qui veut dire que des régions entières vont connaître les dangers, les nuisances, les freinages économiques qu'entraînent l'usage des moyens militaires modernes. L'affaire du Larzac a fait assez de bruit. Mais la Bretagne, elle aussi, elle surtout, connaît cette invasion, cette nouvelle maladie qu'est la militarisation de zones entières.

Le mal date déjà de plusieurs années : Crozon, base de sous-marins atomiques à L'Île Longue, missiles à Guevenez, base aéronavale de Lanvéoc-Poulmic, centre d'entraînement de commando à Quélern, champ de tir de l'anse de Dinan.

Les appétits des militaires deviennent de plus en plus exigeants. Voilà qu'on parle maintenant d'implantations nouvelles à Cast, Dinéault et Plomodiern » (200 ha en tout) (...)

La situation est la même dans le Morbihan. A Quistinic, la Marine nationale s'est installée depuis 7 ou 8 ans dans une ancienne école à Locmaria. Petit à petit, on a agrandi l'installation en vue de la transformer en base d'entraînement à terre : un champ, un bois, et voilà six hectares annexés. Et maintenant de nouveaux projets d'extension apparaissent ». (sur 13 ha de landes d'abord, 90 ha ensuite, et peut-être 400...)

Les Côtes du Nord enfin ne sont pas épargnées. A Laurenan, (dans le sud-est du département) il s'agit de l'installation d'une station expérimentale de transmissions électroniques. Devant les protestations des exploitants agricoles, la Défense nationale a fait semblant de renoncer à son projet (août 73). Et voilà que l'on apprend officiellement que la Défense

nationale a bien fait l'acquisition d'une dizaine d'hectares.

Inquiétude et colère des populations face aux multiples dangers (accidents, pollution, bruits des avions à réaction...).

Il y a enfin l'aspect économique du problème (...). Croyez-vous que ce soit un hasard si toutes ces installations s'implantent dans des régions déjà déshéritées comme Larzac et la Bretagne ? On parle en haut-lieu de l'aide aux régions sous-développées, et l'on s'ingénie à accentuer leur désertification en implantant dans des lieux qui ne demandent qu'à vivre les instruments de la mort et de la destruction.

Tribune de Dragignan - (périodique de la section - BP n° 10)

Petits agriculteurs : la liquidation

En janvier 73, le vin valait 10 F le degré / hecto. En juin 74, il vaut 8 F le degré / hecto (ces chiffres peuvent légèrement varier d'une région à l'autre et même d'une coopérative à l'autre). Dans ce même intervalle, le gas-oil a augmenté de 350 %, les engrais de 100 %, les produits phytosanitaires de 30 à 150 %, etc.

Les petits viticulteurs ne peuvent plus payer la main-d'œuvre : 50 F de salaire journalier (pour 8 heures de travail) + 12 F de charges sociales correspondent exactement à 100 kg de raisin de cuve. Par contre, pour l'ouvrier agricole, cela ne fait que 1 250 F pour un mois de travail (en comptant 25 jours par mois de travail, mais s'il pleut beaucoup, cela fait encore moins). L'ouvrier agricole et le petit agriculteur sont tous les deux dans la même galère.

Ces quelques chiffres ont, mieux que des discours, résumé les 18 mois passés. Le tableau ne serait pas complet, si l'on n'évoquait pas le problème encore plus grave de la spéculation foncière : en 18 mois les terres agricoles ont augmenté en moyenne de 25 % dans la région, certaines terres à vigne, propices à la construction, ont doublé de prix. Inutile d'ajouter que les paysans et surtout les jeunes ne peuvent plus acheter, ni devenir métayers ou fermiers, car les propriétaires qui veulent pouvoir vendre aux promoteurs à un « bon prix » ne veulent pas être gênés par la présence d'un jeune agriculteur sur leur terre (l'exemple type est l'affaire de Mazaugues). Notons pour finir, que l'armée, autoroute, gazoduc, zone industrielle, etc., retirent aussi chaque année des terres agricoles.

Tribune Socialiste - mensuel, fédération de l'Hérault (18 rue Ste-Anne - 34000 Montpellier).

Béziers, champion de France et champion du chômage !

Béziers est champion de France de rugby ! Mais, ce que l'on sait aussi, c'est qu'à Béziers, le chômage a toujours été la réalité numéro un pour les travailleurs bitérois. Voici que désormais, un de ceux qui a, paraît-il, permis aux couleurs bitéroises de briller dans le monde du rugby, va précipiter au chômage un grand nombre de travailleurs du bâtiment. Il s'agit du directeur de la société Astre dont la situation financière est grave. Certains parlent de 200 millions d'AF de déficit, d'autres d'un milliard, certains même vont jusqu'à 4 milliards.

Pourquoi ce triste bilan ? La Société Astre qui assurait la plupart des chantiers de la région avec le concours de 80 sous-traitants avait une très mauvaise gestion : des chantiers travaillaient à perte, mais le portefeuille de certains se remplissaient quand même. Tant pis pour les travailleurs ! La banque d'affaire cautionnant la société a tout fait pour couler l'entreprise, quitte à la croquer à bon prix. Il fallait aussi pour monsieur le directeur assurer ses à-côtés, notamment l'ASB rugby.

Les draconiennes restrictions de crédits de Giscard ont fait le reste. La boîte est près de la faillite ; il a fallu gratter tous les fonds de tiroir pour assurer la paie des ouvriers. Voilà la gestion capitaliste ! Voilà ceux que la société de profit place en tête de notre économie ! Avec les travailleurs de chez Astre, le PSU sera solidaire de leur lutte pour le plein emploi ; pour que le pouvoir intervienne afin d'assurer la continuité de l'entreprise. Il fera prendre conscience aux travailleurs que seul le contrôle ouvrier ouvrant la voie à l'auto-gestion socialiste peut empêcher que de telles affaires se perpétuent. La société Astre en est un exemple frappant.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : Gérard FERAN -
Réd. en chef : B. LANGLOIS
Dir. publ. : J. LE GARREC
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.